**DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**ARRONDISSEMENT DE
ST-JULIEN-EN-GENEVOIS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ANNEMASSE
LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA - 74100 ANNEMASSE

OBJET :

DECISION DU PRESIDENT

**CONTRAT POUR LE
SYSTEME DE SECURITE
INCENDIE DE CHATEAU
BLEU**

D_2025_0047

Vu la délibération du conseil communautaire du 16 octobre 2024 n°CC_2024_0117 mettant à jour les délégations de pouvoirs du conseil au profit du bureau et du président, et notamment le(s) paragraphe(s) P-28 de son annexe ;

Le Centre Aquatique « Château Bleu » est équipé d'un Système de Sécurité Incendie (SSI). Ce système nécessite une maintenance afin d'en assurer le bon fonctionnement.

En 2024, la maintenance du SSI a été confiée à la société CHUBB.

Le précédent contrat avait pour objet de définir les prestations de maintenance et les différentes modalités d'exécution de ces prestations, et auquel s'ajoutait la convention d'accès à l'Extranet de la société CHUBB, complément de la solution de gestion et de suivi de la maintenance des équipements, et a pris fin au 31 décembre 2024.

La société CHUBB propose un renouvellement du contrat sur la base de celui de 2024, renouvellement valide du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, pour un montant annuel de 3 319,83 €HT.

Le Président DÉCIDE :

D'APPROUVER le renouvellement de contrat présenté par la société CHUBB,

DE SIGNER, lui-même ou son représentant, ledit contrat et tout document s'y rapportant,

D'IMPUTER la dépense en résultant sur le crédit ouvert à cet effet au budget principal 2025, gestionnaire CHB, nature 6156, antennes OSP90 et OSP91.

Signé électroniquement par : Gabriel DOUBLET
Date de signature : 19/03/2025
Qualité : Agglo - Présidence

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa date de publication, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.